

26/01/2024

Projet de déménagements

Une tactique bien grossière

- **Les rumeurs vont bon train** au sujet du projet de regroupement des agents des sites Regnault, Dutot, Avenue de France et Vanves. On nous dit que Bagneux ne serait plus l'option privilégiée. On parle de la ligne 14 et de la future ligne 15, ce qui évoquerait Villejuif ou encore le Kremlin-Bicêtre (?).

Et puis, il semblerait que l'annonce de ce que l'administration appelle la short liste de 2 ou 3 sites retenus serait reportée au 9 février, les déménagements étant eux-mêmes retardés au 2^{ème} semestre 2025, voire au mois de juillet.

Une date paraît cependant être confirmée, à savoir celle du mois de mars de cette année pour la décision finale.

- **Une chose est sûre, c'est qu'à l'origine de toutes ces rumeurs, il y a l'administration.** Outre qu'il s'avère bien peu vraisemblable que le choix de cette dernière n'ait pas encore été fait alors que l'affaire doit être bouclée dans moins de 2 mois, il est difficile de ne pas voir l'intérêt que peuvent tirer les responsables de l'administration de cette multiplication des rumeurs.

Il s'agit, d'abord, tout simplement de gagner du temps avant de révéler la destination choisie pour mettre les personnels devant le fait accompli.

- Mais, il s'agit aussi de **tenter de polariser l'attention des agents sur le point de chute des déménagements et non sur leur légitimité.** Il faudrait que les personnels discutent des destinations lâchées en pâture par l'administration, et se divisent d'ailleurs sur le sujet, afin de mieux faire passer un projet qui, en tout état de cause, pénaliserait lourdement un très grand nombre de collègues du point de vue des transports et dégraderait les conditions de travail de tous avec une réduction drastique des surfaces disponibles.

- **Sur** ce dernier point, nous entendons que le flex office ne serait pas de mise dans le nouveau site. Mais le flex office commence déjà à toucher des collègues non visés par le projet de regroupement, mais bien concernés, comme les autres, par le resserrement généralisé ordonné par la circulaire de Mme Borne de février 2023.

Et puis, beaucoup d'agents logés en open space ne seront-ils pas contraints, pour pouvoir se concentrer, à se rabattre sur des lieux informels, comme les bulles apparues notamment sur le site Descartes et au 107 rue de Grenelle), ce qui s'apparenterait fortement à du flex office ?

- On cherche donc à amuser la galerie le plus longtemps possible pour chercher à évacuer la revendication qui, seule, peut unir tous les collègues parce qu'elle se fonde sur le refus des économies supplémentaires qu'on veut réaliser sur leur dos, à savoir : **maintien des sites Regnault, Dutot, Avenue de France et Vanves. Retrait du projet de regroupement de ces sites.**

Il y a urgence à réaffirmer cette exigence et c'est pourquoi nous invitons tous les collègues qui ne l'ont pas encore fait à **signer la pétition sur le maintien des sites**. Nous déposerons cette pétition auprès de la nouvelle ministre et lui demanderons de nous recevoir, si possible accompagnés de collègues concernés.

Il est clair que, quelles que soient les différences d'approche jusqu'à présent, l'unité devrait s'imposer pour faire reculer l'administration dès lors qu'il sera confirmé que le projet arrêté prévoit bien un transfert des services en banlieue et une réduction massive des surfaces disponibles pouvant aller jusqu'à 25 % selon la circulaire de février 2023.

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR

Parce que, plus que jamais, l'action collective et déterminée est la seule issue qui peut garantir la défense des intérêts de chacun,

*nous vous invitons à rejoindre le **SNPMEN-FO**.*

fosnpsmen.syndicat-ac@education.gouv.fr

SNPMEN-FO - 110 rue de Grenelle – 75357 PARIS 07 SP.

534.02